

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

HP/DV

SECRÉTARIAT D'ÉTAT
AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE
CHARGÉ DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DES IMPLÉMENTATIONS ADMINISTRATIVES

P'ARIS. L& 15 mars 1985

DIRECTION GÉNÉRALE
DE L'ADMINISTRATION
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

RÉFÉRENCE À RAPPELER

f"P/2

N O T E

OBJET possibilité pour des agents non titulaires en fonction à la date de publication de la loi n° 83-481 du 11 juin 1983 de changer de ministère ; modalité juridique de l'opération et situation des agents concernés.

1.- Aucune disposition de la loi n° 83-481 du 11 juin 1983 reprise par la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 n'y faisant obstacle, des agents non titulaires de l'Etat en fonction au 14 juin 1983 peuvent régulièrement changer de ministère sans que ce mouvement soit considéré comme un nouveau recrutement.

2.- L'Etat constituant à travers les différents ministères un employeur unique, il n'est donc pas nécessaire de conclure à cette fin un nouveau contrat : il suffit de modifier le contrat d'origine par un avenant la modification pourra éventuellement porter sur les conditions de rémunération.

3.- Les agents non titulaires ayant ainsi changé de ministère et qui remplissent les conditions fixées à l'article 73 de la loi du 11 janvier 1984, ont, à titre principal, vocation à être titularisés dans les corps du ministère d'accueil qui restent à déterminer par des décrets pris en application des articles 79 et 80 de la loi du 11 janvier 1964, en prenant en considération les modifications apportées par l'avenant. S'il apparaissait toutefois que cette vocation ne peut s'y exercer effectivement, faute de corps d'accueil, il serait à la fois conforme au droit et à l'équité que les agents concernés ne s'en voient pas privés et puissent l'exercer dans le ministère qui les employait avant la conclusion de l'avenant.

...1...

4.- Conformément aux dispositions de l'article 82 (2ème alinéa) de la loi du 11 Janvier 1984, les agents qui ne demanderont pas leur titularisation ou dont la titularisation ne sera pas prononcée continueront être régis par les clauses du contrat modifié par avenant qu'ils auront souscrit.

5.- D'une manière générale, tous les agents non titulaires susceptibles de bénéficier des dispositions de l'article 82 (2ème alinéa) de la loi du 11 janvier 1984 pourront changer de ministère selon la procédure qui vient d'être précisée : en effet, ces changements qui ne s'analysent pas comme de nouveaux recrutements, ne tombent pas sous le coup des dispositions de l'article 4 de la loi du 11 janvier 1984.

A-p--P...-10':_

"1 u_r-; \, ""!...!

$\underline{c} = 0$.

Page 14

POUR LES CONTROLEURS FINANCIERS

B - 2A - 1953 89

p.j. 1 Objet : Situation des agents non titulaires de l'Etat changeant

d'e ployeurs depuis la publication de la loi du 11 juin 1983.

Lors d'une réunion récente des directeurs de personrtel des différents ministères, le secrétariat d'Etat à la Fonction Publique a diffusé une note élaborée conjointement avec mes services relative.à la possibilité pour des agents non titulaires en fonction ila date de publication de la loi n° 83-481 du 11 juin 1983 de changer de ministère et décrivant l.es modalités de l'opération.

Cette note, que vous trouverez en annexe de la présente, appelle les observations suivantes

1) Il vous appartient de veiller à ce que les améliorations des conditions de rémunération qui pourraient être proposées aux agents contractuels à l'occasion d'un passage d'un ministère à l'autre deurent justifiées et raisonnables.

/ . .

Copie :- DPSG

D1ffusion : 70 ex.

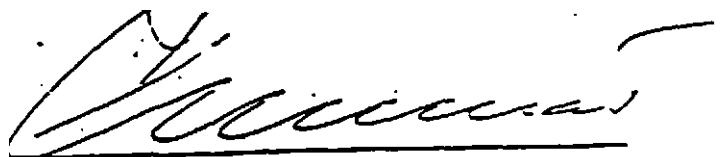
D'une part, l'amélioration des conditions de formation de Tra
être liée à un accroissement des responsabilités exercées par l'agent.
D'autre part, et en tout état de cause, cette amélioration ne pourra
excéder les limites prévues par les statuts des cou actuels du ministère
d'accueil, s'il en existe, ou les règles qui sont en usage.

éléments que les agents concernés conservent un droit de titularisation sans

se exercer exclusivement au sein du ministère d'accueil. Il ne saurait être
leur ministère d'origine en raison des difficultés de gestion que cette
procédure ne créerait pas de créer.

3) Le passage d'un agent contractuel d'un ministère à l'autre est
soumis au gel des emplois, conformément à la circulaire B- 2A- 27S-1:ci
du 17 juillet 1984. Vous veillerez à ce que l'emploi libéré par le départ
de l'agent concerné soit bien pris en compte au titre des lois votées
donnant lieu à l'application de la règle du blocage du tiers./.

11 DÉCEMBRE 1984. DO : SODGET,



Signé: Jean CHOUSSAT

LEPLAT
MINISTÈRE DE L'ECONOMIE
DES FINANCES ET DU BUDGET
DIRECTION DU BUDGET

B - 2A - 674

CONFIDENTIAL

9-1 t6 ,1 m
LE MINISTRE DE L'ECONOMIE
1 Mon Sieur le Secrétaire d'Etat
auprès du Premier Ministre
chargé de la FONCTION PUBLIQUE
et des STABILITATIONS ADMINISTRATIVES
Direction Générale de l'Administration
et de la Fonction Publique
32, rue de Babylone
15100 PARIS

Objet Situation des agents non titulaires de l'Etat ayant changé
d'adresse : y compris la publication de la loi n° BJ-461 du
11 juin 1953.

Référence : Votre lettre FP2 n° 636 du 25 janvier 1995.

Par lettre en référence, vous avez bien voulu faire
part de vos observations quant à la situation des agents non titulaires
de l'Etat ayant changé d'adresse après la publication de la loi
n° BJ-461 du 11 juin 1953, ou souhaitant le faire.

Il s'agit de voir si les agents non titulaires de l'Etat ont à leur
disposition pour bénéficier de certaines dispositions ou pour
d'origine ne modifier pas l'annuaire général de ces derniers,
notamment en ce qui concerne les conditions de recrutement. Ils
conservent à leur vocation initiale titularisés dans leur état
d'origine.

Je parraine l'analyse selon laquelle le passage d'un agent à
un autre ne nécessite pas la conclusion d'un nouveau contrat. Il peut
se faire par simple avenant au contrat d'origine, l'Etat représentant
l'employeur légal des agents constituant un employeur unique. Je,

JIC (H) 1
p.e.t SCC
CB'ti Pr.r
PFSC

/1 r mun ration.

Ignatius : Maria-Magdalena-Verbeide